

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 29 mars 2023

Nos réf. : SAU/FB/MT n° 22-472

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAIPOL

Les Essarts - 10400 LE MÉRIOT

Code AIOT : 0005702999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 septembre 2022 dans l'établissement SAIPOL implanté Les Essarts 10400 LE MÉRIOT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAIPOL
- Les Essarts 10400 LE MÉRIOT
- Code AIOT : 0005702999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Icd : Oui

SAIPOL à LE MÉRIOT est une filiale de la société SAIPOL qui appartient au groupe français AVRIL. Les principales activités de la filiale de LE MÉRIOT sont la trituration de graines d'oléagineux (3,6 millions de tonnes de graines triturées), le semi-raffinage d'huiles végétales et l'estérification à savoir la production d'EMHV (d'ester méthylique destiné à la fabrication de biodiesel). Le site est SEVESO seuil bas.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets des effluents liquides
- Prélèvements et consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.11	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.12	Lettre de suite préfectorale	6 mois
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.13	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.1.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.3.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.6.2.1	Sans objet
2	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.9	Sans objet
3	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.10	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 09/01/2015, article 4	Sans objet

Les constats ont mis en évidence que la gestion d'une partie des effluents liquides n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral du 12 mars 2009 notamment :

- que le prélèvement des eaux d'osmoseur pour analyse est réalisé sur un échantillon instantané alors que l'article 4.3.11 précise que l'échantillon doit être réalisé sur un prélèvement moyen journalier,
- que les eaux pluviales et de toiture (EP), les eaux de chaudières (EC) sont en mélange avec les eaux d'osmoseur (EO) avant le décanteur déshuileur. Les prélèvements réalisés ne sont pas suivis avant mélange, les mesures faites sur l'ensemble des effluents ne sont donc pas représentatives du flux eaux pluviales et de toiture (EP)-les eaux de chaudières (EC).
- le suivi de l'ensemble des paramètres des eaux de rétention n'est pas réalisé.

Par ailleurs, il a été constaté que les déclarations des résultats des mesures comparatives n'étaient pas renseignées correctement dans GIDAF et que le suivi des consommations des eaux n'est en place que depuis le 26 septembre 2022, une demande a été faite auprès du SDDEA sur les débits maximum instantanés du réseau public.

Pour ces constats, il est proposé une lettre de suites préfectorales avec un délai imparti de :

3 mois :

- pour mettre en oeuvre les moyens afin que les prélèvements des eaux d'osmoseur soient réalisés sur une moyenne journalière ;
- pour fournir les éléments de suivi des consommations depuis leur mise en oeuvre au 26 septembre 2022 ;
- pour renseigner correctement GIDAF pour les mesures comparatives ;

6 mois :

- pour que les dispositions soient prises par l'exploitant afin de suivre l'ensemble des paramètres de suivi des eaux de rétention (ER) ;
- pour qu'un porter à connaissance sur la gestion des effluents soit déposé avec des propositions d'actions et un planning de réalisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Existence et accès aux points de prélèvement
Prescription contrôlée : « Sur l'ouvrage de rejet d'effluents liquides de la station et sur l'ouvrage de rejet global en Seine est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.... »
Constats : Lors de la visite il a été constaté que les points de prélèvements d'effluents liquides de la station et du rejet global en Seine sont bien présents et aménagés pour être accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Autosurveillance (point de rejet n°5 et n°2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.9			
Thème(s) : Risques chroniques, respect des Valeurs Limites d'Emission			
Prescription contrôlée : « L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°5 et n°2 le cas échéant (cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5)			
Débit de référence	Moyen mensuel	Maximum journalier	
	En m3/j		
	120	145	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
DBO5	30	4,4	3,6
DCO	100	14,5	12
MES	35	5,1	4,2
HCT	5	0,75	0,6
»			
Constats : Par sondage sur l'année 2022, il a été constaté que les concentrations et les flux des paramètres suivis pour les eaux résiduaires sales après épuration (ERS) respectent les VLE avant rejet dans le milieu récepteur.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 3 : Autosurveillance (point de rejet n°7)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.10	
Thème(s) : Risques chroniques, respect des Valeurs Limites d'Emission	
Prescription contrôlée : « La qualité des eaux de purge des circuits de refroidissement est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration ci-dessous :	
Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°4 (cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Chlore libre	0,1
Phosphore total	0,9
DCO	100
»	
Constats : Par sondage sur l'année 2022, il a été constaté que les concentrations et flux des paramètres suivis pour les eaux de refroidissement (ER) des 3 tours aéroréfrigérées (TAR 42, TAR 55 et TAR lécithine) respectent les VLE avant rejet dans le milieu récepteur.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 4 : Autosurveillance (point de rejet n°4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.11	
Thème(s) : Risques chroniques, respect des Valeurs Limites d'Emission	
Prescription contrôlée : « La qualité des eaux de concentration de l'osmoseur de traitement des eaux brutes est tenue de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous :	
Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°4 (cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5)	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
Phosphore total	1,2
»	
Constats : Par sondage sur l'année 2022, il a été constaté que les concentrations et flux des paramètres suivis pour les eaux de concentration de l'osmoseur (EO) respectent les VLE avant rejet dans le milieu récepteur. Le prélèvement pour analyse est réalisé sur un échantillon instantané alors que l'article 4.3.11 précise que l'échantillon doit être réalisé sur une moyenne journalière.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 5 : Autosurveillance (Points de rejet des eaux pluviales n°1, n°6 et n°2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.12											
Thème(s) : Risques chroniques, respect des Valeurs Limites d'Emission											
Prescription contrôlée : « L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous : Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1, n°6 et n°2 le cas échéant (cf repérage du rejet sous l'article 4.3.5)											
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr><tr><td>DBO5</td><td>10</td></tr><tr><td>DCO</td><td>50</td></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>HCT</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	DBO5	10	DCO	50	MES	35	HCT	5	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)										
DBO5	10										
DCO	50										
MES	35										
HCT	5										
»											
Constats : Il a été constaté lors de la visite que le réseau des effluents des eaux pluviales de toiture et de voiries (EP), des eaux pluviales collectées dans des capacités de rétention (ER) et des eaux de purge des chaudières (EC), des eaux d'incendie (EI) et des eaux d'Osmoseur (EO) sont regroupées vers un bassin tampon puis envoyées vers un décanteur déshuileur pour traitement et rejet dans le milieu récepteur. La gestion des eaux d'incendie est spécifique et n'entre pas dans le champ de l'autosurveillance. L'exploitant est dans l'incapacité actuelle de réaliser les prélèvements spécifiques pour analyse des eaux pluviales de toiture et de voiries (EP), des eaux pluviales collectées dans des capacités de rétention (ER) et des eaux de purge des chaudières (EC) sans qu'elles soient en mélange avec les eaux d'osmoseur. Cette organisation ne réponds pas à l'arrêté préfectoral. Les prélèvements et les mesures sont faits sur l'ensemble des effluents. Les valeurs ne sont donc pas représentatives des effluents à suivre dans le présent article en sortie de décanteur déshuileur. Il est proposé que l'exploitant dépose un porter à connaissance sur la gestion des effluents avec des propositions d'actions et un planning et les dispositions qu'il compte mettre en œuvre.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : dépôt de dossier											
Proposition de délais : 6 mois											

N° 6 : Autosurveillance (Eaux de rétention susceptibles d'être polluées)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 4.3.13											
Thème(s) : Risques chroniques, respect des Valeurs Limites d'Emission											
Prescription contrôlée : « L'exploitant est tenu d'envoyer les eaux issues des capacités de rétention, identifiées sous le n° 2 à l'article 4.3.5, vers le réseau dédié et la station de traitement des eaux de process si l'une au moins des concentrations mesurées est supérieure aux valeurs limites suivants :											
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr><tr><td>DBO5</td><td>10</td></tr><tr><td>DCO</td><td>50</td></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>HCT</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	DBO5	10	DCO	50	MES	35	HCT	5	
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)										
DBO5	10										
DCO	50										
MES	35										
HCT	5										
»											
Constats : Il a été constaté lors de la visite que l'exploitant ne suit pas l'ensemble des paramètres des effluents des eaux de rétention (ER) avant orientation vers le réseau dédié ou la station des eaux de process mais uniquement sur la concentration de la DCO pour orienter la destination des eaux de rétention (ER). L'exploitant a indiqué lors de la visite et confirmé par courriel du 7 octobre 2022 qu'il peut réaliser les mesures sur les MES rapidement mais que pour la DBO5 et les HCT, un délai sera nécessaire pour mettre en œuvre les <u>équipements de prélèvement et de mesure</u> pour un suivi. L'exploitant s'est engagé à rédiger une procédure de suivi des paramètres et de la destination des eaux de rétention. La destination des eaux de rétention sera consignée dans un registre mis à disposition de l'inspection.											
Type de suites proposées : Avec suites											
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale											
Proposition de délais : 6 mois											

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, mesures comparatives
Prescription contrôlée : « ... L'exploitant fait procéder à des mesures comparatives..., par un organisme extérieur différente de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. »
Constats : L'exploitant a transmis par courriel le 19 septembre 2022 les attestations d'accréditation de la société qui réalise les prélèvements et les analyses comparatives. Les documents n'appellent pas d'observations de l'inspection. L'analyse des données sur les années 2021 et 2022 a montré que les prélèvements pour les mesures comparatives ne sont pas réalisés systématiquement le même jour que les prélèvements d'auto surveillance. Il n'est donc pas possible de réaliser une comparaison des données entre l'autosurveillance et les mesures comparatives et donc de pouvoir évaluer une éventuelle dérive de l'autosurveillance. Il est rappelé à l'exploitant que les mesures comparatives doivent être réalisées le même jour que celles réalisées en autosurveillance. Par ailleurs, dans GIDAF, l'exploitant doit créer un suivi spécifique des mesures comparatives et ne pas les intégrer dans le suivi d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.2
Thème(s) : Autre, suivi consommation eau
Prescription contrôlée : « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.»
Constats : Le suivi de la consommation journalière des eaux du réseau public est réalisée, mais pas le débit instantané, une demande a été faite auprès du SDDEA pour obtenir le débit maximum instantané. Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé lors de la visite et par courriel du 7 octobre 2022 à mettre en oeuvre un suivi mensuel et annuel. Pour la consommation des eaux issues des puits de forage, l'exploitant a indiqué que le suivi du débit journalier et instantané n'est réalisé que depuis le 26 septembre 2022. Le débit horaire peut être déterminé à partir des caractéristiques techniques des pompes. Le suivi des consommations à partir du 26 septembre 2022 et sur une durée de 3 mois sera transmis par l'exploitant à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Autosurveillance (fréquences d'analyse)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2009, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, fréquences d’analyse

Prescription contrôlée :
« Les dispositions minimales suivantes sont prises :

référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 etn° 6 – eaux pluviales et eaux de chaudières

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
débit	Continu	Oui	
MES	Semestrielle	Non	NF EN 872
DCO	Semestrielle	Non	NFT 90 101
DBO5	Semestrielle	Non	NFT 90 103
Hydrocarbures totaux	Semestrielle	Non	NF EN ISO 9377-2

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence minimale suivante :

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)
pH	Annuelle
Température	Annuelle
Conductivité	Annuelle
Phosphore total	Annuelle

»

Constats :

Il a été constaté lors de la visite que :

- pour les effluents des eaux pluviales de toiture et de voiries (EP) et des eaux de purge des chaudières (EC) l’exploitant ne réalise pas l’autosurveillance à la fréquence du présent article spécifique à ces effluents du fait qu’il ne fait le prélèvement qu’après mélange avec l’ensemble des autres effluents.

- pour les eaux de process et les eaux de lavage des sols en sortie de station d’épuration (ERS), les eaux de refroidissement (EF), les eaux de concentration de l’osmoseur (EO) les fréquences de suivi sont conformes.

Pour les mesures en continu, l’exploitant a fourni les graphes de suivi des mesures en continu par courriel du 7 octobre 2022.

Il est demandé que l’exploitant dépose un porter à connaissance sur la gestion des effluents avec des propositions d’actions et un planning et les dispositions qu’il compte mettre en œuvre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : dépôt de dossier

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/01/2015, article 4	
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance pérenne	
Prescription contrôlée : « L'exploitant doit fournir dans un délai de 36 mois (3 ans) après notification du présent arrêté préfectoral, un rapport de synthèse de la surveillance pérenne... »	
Constats : Le rapport de synthèse a été transmis par l'exploitant par courriel le 19 septembre 2022 et n'appelle pas d'observation.	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	